

[Français]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

NON-PAIEMENT PAR LE CHEF DU RIN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Revenu national.

A la suite des déclarations faites par M. Pierre Bourgault, à l'effet qu'il n'aurait pas payé son impôt fédéral depuis trois ans, et étant donné que le ministre a été mis au courant de ces faits, peut-il dire à la Chambre si des dispositions ont été prises pour que M. Bourgault paie son impôt maintenant, comme tous les autres citoyens du Canada?

M. l'Orateur: Cette question est une répétition de celle qui a été posée la semaine dernière.

M. Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas imposer et abuser de votre indulgence, mais je crois que lorsque la question a été posée, le ministre a dit qu'il en prenait avis. Est-il en mesure de nous donner une réponse aujourd'hui?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que l'honorable ministre a répondu à la question qu'on lui avait posée, à ce moment-là.

[Traduction]

L'HABITATIONLES NÉGOCIATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ ALCAN
À PROPOS D'UN NOUVEAU PROCÉDÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre du Travail, mais en son absence, je vais m'adresser au ministre du Commerce. A-t-on entrepris des négociations avec la compagnie Alcan, au sujet d'un procédé révolutionnaire de nature à remédier à la crise du logement?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, le ministère du Commerce, n'a pas pris part à des négociations de ce genre. Je vais tâcher de savoir si d'autres ministères l'ont fait et je renseignerai le député.

LE NATIONAL-CANADIENL'EXPÉDITION DES POMMES DE TERRE DE
L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au

ministre des Transports sur la perte, évaluée à plusieurs milliers de dollars, d'envois de pommes de terre de l'île du Prince-Édouard. Au cours des derniers jours, le ministre a-t-il pu déterminer ce qui a empêché le National-Canadien de fournir les wagons frigorifiques doubles qu'exige cette situation sérieuse.

M. l'Orateur: A l'ordre. La discussion de ce genre de questions serait peut-être plus indiquée lors du débat d'ajournement.

M. MacDonald: Ne vous en déplaise, monsieur l'Orateur, ce problème présente un caractère particulièrement urgent puisque la motié de la récolte de pommes de terre de l'île n'est pas encore expédiée. A moins d'une réponse immédiate, notre situation deviendra très grave.

M. l'Orateur: Parfait; n'étant pas spécialiste de la pomme de terre, je me laisse convaincre.

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je me vois dans l'obligation d'admettre, avec le député, que la question ne semble pas plus urgente que plusieurs autres qu'on a posées aujourd'hui. Sauf erreur, certaines difficultés ont surgi au port de Saint-Jean en ce qui touche la manutention des automobiles et il y avait je crois, un retard qu'on a rattrapé. A regret, je dois dire également qu'il y avait pénurie de force motrice, mais le National-Canadien a déclaré qu'il ferait tout son possible pour rectifier la situation au plus tôt. Toutes ces circonstances font qu'il y a dans le port en question beaucoup plus de trafic que d'habitude à cette époque de l'année, et nous nous en réjouissons tous.

L'AGRICULTUREL'AMÉLIORATION DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT:
CONDITION D'UN ACCORD ENTRE
LE MANITOBA ET L'ARDA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Forêts. Le gouvernement fédéral a-t-il posé comme condition essentielle de l'accord qu'on doit conclure avec la province du Manitoba en vertu de l'ARDA, des changements et des améliorations importants dans le domaine de l'enseignement dans la région en cause?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts et du Développement rural): Monsieur l'Orateur, on n'a jamais posé de telles conditions pour la région en cause.

M. Orlikow: Une question complémentaire. Le ministre sait-il que le premier ministre du